

«PS et cdH ont caché l'addition aux Wallons»

«En Wallonie, PS et cdH font des économies pour des économies sans vision, sans projet. Ça, c'est de l'austérité. C'est aveugle.» **Olivier CHASTEL**

270 euros de perte par an pour chaque utilisateur de titres-services, en comptant une utilisation de 150 titres par an.

Le président du MR monte au créneau. Pour lui, «la caricature indécente des mesures fédérales c'était pour cacher ce que faisaient PS et cdH en Wallonie».

● **Interview :**
Catherine ERNENS

Olivier Chastel, vous êtes président du MR. Vous êtes en colère.

La caricature indécente qui a été faite des mesures fédérales, c'était pour cacher ce à quoi les Wallons et Wallonnes doivent s'attendre. Les travailleurs vont être frappés et aucune compensation n'est prévue pour eux. Pour reprendre les mots de notre chef de file en Wallonie : les masques sont tombés.

Au fédéral aussi. L'austérité est à tous les étages:

On pourra dire ce qu'on voudra sur le fédéral. Mais nous, nous expliquons comment, pourquoi et où on va.

Je m'inscris en faux contre ce qualificatif d'austérité fédérale. En Wallonie, c'est le cas : ils font des économies pour des économies sans vision, sans projet. Ça, c'est de l'austérité. C'est aveugle. Ça n'a pour vocation que de combler un trou budgétaire.

Il n'y a aucune comparaison ?

Au fédéral, 8 milliards d'économies sont faites sur le train de vie de l'État, uniquement. Et les 3 milliards supplémentaires sont destinés uniquement à des politiques nouvelles. Le gouvernement fédéral est un gouvernement de responsabilités qui ne bricole pas et ne reporte pas les dettes sur les généra-

«Le gouvernement PS-cdH a laissé depuis trois mois tout le monde dans le brouillard complet sur la facture.»

tions futures.

La FGTB wallonne dénonce à présent une «situation comparable en Wallonie et au fédéral»...

Les syndicats viennent en effet de se réveiller et de se rendre compte de ce qui se passe en Wallonie. Ce n'est pas trop tôt. Mais ceci étant dit, je les comprends. Le gouvernement PS-cdH a laissé, depuis trois mois, tout le monde dans le brouillard complet sur la facture.

Maintenant, depuis trois semaines seulement, on commence à réaliser. Petit à petit, on décrypte même si on ne sait encore que de manière très partielle ce qui va être décidé concrètement.

Ce que vous reprochez au gouvernement wallon, c'est de cacher l'addition aux gens ? Le fédéral fait autrement ?

Pour la première fois en Belgique, le gouvernement s'est précisément livré à un exercice de transparence totale dès le dé-

but. Charles Michel, au moment même de sa déclaration de gouvernement, a donné tous les chiffres du budget pour les cinq ans à venir. C'est du jamais vu. Et en Wallonie ? Rien. On découvre à peine maintenant les mesures d'économies, et encore pas toutes et seulement pour l'année prochaine.

Mais le fédéral aussi économise...

On ne prend pas des mesures d'économies pour faire plaisir à la Commission européenne. Mais pour faire baisser la charge de la dette qui nous coûte une fortune chaque année qui passe.

C'est la condition sine qua non pour garantir la sécurité sociale. On ne veut pas que dans 15 ans, on soit obligé de choisir entre payer les pensions ou rembourser les soins de santé. Et je ne rigole pas en disant ça. Quinze ans, c'est demain. Mais surtout, pour la première fois, un gouvernement a réellement une priorité et une seule : relancer l'économie et créer des dizaines de milliers d'emplois.

Comment ?

En faisant baisser les charges sur le travail. Mais nous avons aussi notamment, et contrairement à la Wallonie, prévu des compensations pour ceux qui travaillent. L'augmentation des frais professionnels, c'est dès ce 1^{er} janvier. C'est une véritable augmentation. Le salaire moyen en Belgique est de 3 100 euros bruts. Le 1^{er} janvier, celui qui gagne ça recevra 20 euros en plus. Le saut d'index aurait probablement été de 30 euros. La différence est de 10 euros. ■

540 euros en moins par ménage !

Olivier Chastel, vous avez fait votre calcul de l'austérité wallonne.

Oui, en partie. C'est difficile à faire puisque PS et cdH informent de leurs intentions au compte-gouttes. Mais on sait maintenant que les titres-services, qui ne pourront plus être déduits fiscalement, vont coûter 270 euros par an pour chaque utilisateur, en comptant une utilisation de 150 titres par an, soit le plafond autorisé aujourd'hui. C'est 540 euros pour un ménage. 540 euros pris dans la poche

de ceux qui se lèvent tous les matins pour aller travailler.

Ce n'est qu'une des mesures...

Mais c'est une mesure emblématique qui s'ajoute à beaucoup d'autres. Le bonus-logement sera réduit l'an prochain. Et en 2016 ? Il pourrait disparaître ! Quelle incertitude pour ceux qui veulent acquérir un logement !

Il y a aussi l'abolition de la déductibilité de tous les frais de sécurisation de biens privés contre les vols ou incendies.

C'est une perte qui peut aller jusqu'à 750 euros par et par ménage. Ou la suppression de l'eco-bonus sur les voitures et l'instauration d'un eco-malus sur les voitures de société.

On peut ajouter les certificats verts. Ou le retour du pré-compte sur le matériel et l'outillage. Ça, c'est préhistorique. C'est un frein pour tout investisseur. Et toutes ces mesures insensées pour l'emploi et le pouvoir d'achat sont prises sans vision stratégique de quoi que ce soit. ■ C.Ern.

« Moi, j'aurais reçu Jan Jambon »

Le bourgmestre de Charleroi et ministre-président wallon a décidé de bouder le ministre nationaliste Jambon. Chastel, carolo lui aussi, l'affirme : « À titre personnel, j'aurais reçu Jan Jambon à Charleroi. Au-delà des polémiques, il est ministre de l'Intérieur et le recevoir,

c'est simplement respecter l'institution fédérale. Et puis, Charleroi, qui est une des plus grosses villes du pays, devra avoir une discussion avec le ministre pour régler des problèmes de sécurité. »

Aucun problème avec la N-VA, Monsieur Chastel ? « Jan Jambon

s'est excusé pour les propos tenus. Le Premier ministre a rappelé à cette occasion un certain nombre de valeurs et a réaffirmé que la collaboration était un crime. Par ailleurs, nous avons pris un engagement préalable majeur avec la N-VA : pas d'institutionnel. On s'y tiendra. » ■ C.Ern.

Il téléphone chaque matin à Charles Michel

Il lisse et relisse sa cravate bleue tout en parlant. Olivier Chastel sera élu officiellement président du MR le 12 décembre. Aucun candidat ne s'est signalé contre lui, « signe, dit-il, que tout le parti est désormais groupé face à cette situation inédite ».

Entre deux gorgées d'eau avalées à même le goulot, il explique que Charles Michel est un ami, que cela facilite le contact. Il ajoute : « On se télé-

phone chaque matin, au moins. Et nos équipes sont en totale synergie. » Son job, il le voit comme un soutien aux équipes fédérales et régionales qui doivent travailler « dans une situation très particulière. »

On lui demande qui a le leadership au MR. Est-ce lui ou n'est-ce pas plutôt Charles Michel ? « Ce sont des fonctions complètement différentes. Il est le chef de ce gouvernement. Il n'y a

aucune fonction plus importante que la sienne », dit-il dans son style franc battant assorti de grands gestes et de mains qui parlent, un peu à l'italienne. « Moi, j'ai à m'occuper des mandataires du MR. Ils sont 2 000. C'est intense. Mais moi, je suis président complètement. Ce n'est pas comme Elio Di Rupo qui était resté président du PS en étant Premier ministre. »

Au passage, il griboille un schéma budgétaire super-clair

pour expliquer pourquoi les économies sur la SNCB, par exemple, seront de 638 millions et pas de 2,1 milliards. « La dotation de la SNCB est de 3 milliards par an et on leur en prendrait 2,1 ? Al-lons, ce n'est pas sérieux ce que disent les syndicats. On ne réduit pas les moyens de la SNCB de 70 %. » ■ C.Ern.

«Paul Magnette s'est trompé, lourdement»

Le citoyen va être pris en tenaille par les mesures fédérales et wallonnes. Le wallon, otage de majorités totalement différentes se sont installées au fédéral et en Wallonie ? « Le PS et le cdH sont responsables de cette asymétrie de majorités, tonne Chastel. Paul Magnette a convaincu Elio Di Rupo, qui lui n'était pas très chaud, de conclure vite-vite avec le cdH. Paul Magnette imaginait sans doute que tout le monde allait tourner en rond au fédéral pendant un an et plus pour finir par aller rechercher le

PS. Il s'est trompé ! Et lourdement ! »

Face à cette précipitation socialiste, les partis flamands ont réagi en constituant un axe N-VA et CD&V. « L'asymétrie politique francophone découle de là, et uniquement de là, assure le président du MR. PS et cdH se sont placés eux-mêmes dans une logique confédérale. Ils auraient voulu un gouvernement fédéral "en miroir" qui se transforme en terrain d'affrontement entre deux majorités régionales. Les libéraux ont refusé cela. » **C.Ern.**